

Retour de Jean-Pierre Bemba à Kinshasa : le nouveau compte à rebours a commencé



La durée de la première autorisation accordée par la Chambre haute du Parlement au sénateur Jean-Pierre Bemba Gombo a expiré le 10 juin dernier. Constat : le leader de l'Opposition institutionnelle et président du Mouvement de libération du Congo (MLC) n'est pas rentré au pays. En marge de la clôture de sa session ordinaire le 15 juin dernier, le Sénat a décidé de lui accorder une nouvelle échéance qui expire le 31 juillet prochain. Dès lors, les détracteurs du leader de l'opposition parlent déjà d'un nouveau compte à rebours.

Parti dans la nuit du 10 au 11 avril dernier au Portugal, officiellement pour des soins médicaux, le président du MLC, devenu sénateur, devrait regagner le pays le 10 juin, son séjour ayant été autorisé pour deux mois. N'étant pas rentré au pays, Jean-

Pierre Bemba suscite des débats au sein de la classe politique congolaise où chacun essaye d'interpréter cette situation à sa façon.

A l'issue d'une réunion extraordinaire tenue le 9 juin dernier à Kinshasa, le bureau politique du MLC a fait savoir que l'état de santé de Bemba s'est amélioré et qu'il est en mesure de revenir au pays pour reprendre ses activités politiques.

Joint par le «Journal du Citoyen» le 14 juin au téléphone, le secrétaire exécutif du MLC, Thomas Luhaka, a confirmé que le président national du parti, a l'intention de regagner la RDC, mais que son entourage n'a pas encore arrêté des modalités pratiques pour l'accueillir.

«Le bureau politique du MLC insiste sur la nécessité de trouver une solution politique aux problèmes qui entourent ce retour», a précisé un communiqué signé à cette occasion par Thomas Luhaka. Les proches du

«Chairman» sollicitent à cet effet de l'implication du chef de l'Etat qu'ils invitent à «garantir» la sécurité de l'ancien vice-président de la République.

Quid du mémorandum de l'opposition ?

Depuis près de deux mois, l'opposition attend d'être reçue par le Président de la République à qui elle a remis un mémorandum. Celui-ci reprend toutes les questions liées à la sécurité du sénateur Bemba. Cette démarche a été actionnée en réponse à ce que l'opposition considère comme le non-respect des accords passés entre le chef de l'Etat et le «Chairman» à la veille du deuxième tour de la présidentielle.

Ces accords exigeaient du gagnant au 2^{ème} tour de la présidentielle d'assurer la sécurité du perdant. Cette disposition avait été abondamment évoquée après les sanglants affrontements de mars dernier, suite au refus du désarmement de la garde rapprochée du leader du MLC.

En définitive, il avait été acquis qu'un détachement de 12 policiers sera commis à la garde de l'opposant Jean-Pierre Bemba, qui bénéficierait en plus de bien d'autres avantages. Cet effectif est jugé insuffisant par l'opposition qui espérait résoudre le problème au cours de sa rencontre attendue avec le chef de l'Etat. Depuis lors, l'opposition évoque le manque de dialogue avec le pouvoir.

Spectre d'un procès en justice

Au nombre des problèmes qui empêcheraient le retour de Bemba figurent, sans nul doute, celui lié à la question de la levée de son immunité parlementaire, réclamée par le Procureur général de la République pour «atteinte à la sûreté de l'Etat».

Le MLC attend de s'assurer sur ce dossier non moins important, alors que la plate-forme politique à laquelle appartient le parti de Jean-Pierre Bemba en appelle à l'implication du Président Kabila. Tous les parlementaires de cette famille politique interrogés sont formels : il faut «une solution politique».

Nul n'est au dessus de la loi

Le Président Kabila qui s'est prononcé dernièrement sur la question, réitère sa détermination à mettre fin à l'impunité. Le chef de l'Etat s'en remet, en ce qui concerne le cas Bemba, au Sénat pour ce qui est de son aspect parlementaire, et à la justice, au regard de la plainte initiée par le Procureur général de la République.

«S'il veut prolonger son séjour, qu'il s'arrange avec le Sénat», déclamaient certains ténors de l'Alliance de la majorité présidentielle (AMP) qui estiment que le président du MLC «ne peut pas être au dessus des lois du fait d'avoir réalisé un score de 42% à la présidentielle».

Conséquences du non-retour du sénateur Bemba Gombo

A l'expiration de son séjour portugais, le leader du MLC était censé rejoindre au plus vite l'hémicycle du Palais du peuple pour siéger avec ses collègues. Ce qui ne sera plus le cas pour le moment. A sa demande en effet, le Sénat a décidé de lui accorder 46 jours supplémentaires hors du pays.

Mais, à partir du 31 juillet prochain, ses absences à la Chambre haute seront comptées. A cet effet, le règlement intérieur du Sénat dispose qu'«en cas d'absence non justifiée à plus d'un quart des séances plénières, il perd automatiquement son mandat».

Par ailleurs, en cas d'indisponibilité due à l'état de santé, après l'absence à un certain nombre de sessions, le Sénat peut déclarer son inaptitude.

«La solution se trouve chez le président Kabila, car la question doit être traitée politiquement», estime un sénateur du MLC, alors que son collègue du PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie) renvoie à la loi et au règlement intérieur du Sénat.

Athanase MASSIKINI et Marcel TSHISHIKU

Sud-Kivu : une dizaine d'otages libérés de griffes des bandes armées

Les éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les casques bleus déployés au Sud-Kivu ont déclenché conjointement, depuis le 3 juin dernier, des opérations de ratissage destinées à mettre hors d'état de nuire les bandes armées opérant dans la région.

Cette opération vise à protéger la population des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) qui continuent à créer l'insécurité à Nindja/Mugaba et au parc national de Kahuzi Biega, a rapporté le Commandant Gabriel de Brosse, porte-parole militaire de la Mission de l'Organisation des Nations unies au Congo (Monuc) lors du point de presse hebdomadaire de son institution le 13 juin dernier.

Opérations d'envergure

«Dans la nuit du 6 au 7 juin dernier, un accrochage entre les FARDC et des membres du groupe FDLR/Rasta a permis la libération de cinq femmes enlevées les jours précédents, dont deux du village de Cidaho, qui avait

été attaqué dans la nuit du 1^{er} juin dernier», signale le porte-parole militaire de la Monuc.

Gabriel de Brosse a également indiqué que, dans la nuit du 8 au 9 juin, une tentative d'attaque des Rastas contre le village du carrefour de Miti, à 800 mètres de Kalonge, a été déjouée.

«L'action des casques bleus de Kalonge a permis de mettre en fuite les assaillants et d'obtenir la libération de six otages», a précisé le porte-parole militaire.

Kemal Saiki, porte-parole de la Monuc, a relevé, pour sa part, que depuis les massacres des civils congolais perpétrés dans la nuit du 26 au 27 mai à Nyabuluzi et Muhungu, dans le district de Walungu (Sud-Kivu), la situation générale du pays est calme.

Soutien au DDR

Pour le Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en RDC, William Lacy Swing, désarmer et démobiliser les combat-

tants sont deux activités qui interpellent les gouvernements et les partenaires bilatéraux et multilatéraux. Elles permettent, selon lui, de récupérer des armes qui ont été entre les mains des combattants, de pacifier les régions et de favoriser un retour des populations civiles dans leurs communautés respectives.

William Lacy Swing l'a déclaré lors de l'ouverture de la deuxième Conférence internationale sur le Désarmement, la démobilisation, la réintégration (DDR) et la stabilité en Afrique, qui s'est tenue à Kinshasa du 12 au 14 juin derniers.

Livrant le message du secrétaire général de l'Onu, le numéro un de la Monuc a notamment affirmé le soutien de l'Onu au DDR : «Les Nations Unies accordent de plus en plus d'attention à la mise en œuvre du DDR en essayant de soutenir les initiatives et les activités liées à ces programmes à travers une approche beaucoup plus coordonnée et efficace».

Rich NGAPI

Sommaire

- Des experts et des acteurs politiques se mobilisent pour le désarmement.....P.2
- Henry de la Kethulle : «Nous attendons des nouvelles autorités la sensibilité pour une population meurtrie».....P.3
- Province Orientale : la Société civile affaiblie par les élections.....P.4
- Bandundu : le gouvernement provincial investi.....P.4

A chaud

Conflits armés en Afrique : experts et acteurs politiques se mobilisent pour le désarmement



Près de 150 experts et délégués d'une vingtaine de pays africains ont pris part à la 2^{ème} conférence internationale sur le DDR (Désarmement, la démobilisation et la réintégration) et la stabilité en Afrique, tenue du 12 au 14 juin dernier au Grand Hôtel Kinshasa (GHK). Ce forum a permis l'échange d'expériences entre les pays africains sur le programme DDR.

À l'initiative de l'Organisation des Nations unies, cette conférence

s'est proposée de résoudre l'épineuse question de la réintégration sociale des ex-combattants.

À l'issue de trois jours des travaux, les participants ont recommandé que les appuis aux enfants et aux adultes démobilisés soient redéfinis.

Pour réussir la réinsertion sociale des ex-combattants, ils ont souhaité que les gouvernements des pays concernés fassent preuve d'un engagement politique et transfrontalier.

Les conférenciers ont reconnu que la réinsertion sociale demeure un défi à relever pour la majorité des pays en période post-conflit. Un accent particulier a été mis sur la bonne gouvernance, considérée comme un préalable à la paix et à la stabilité en Afrique.

102.148 ex-combattants démobilisés

Interrogé par «le Journal du Citoyen», le coordonnateur de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CONADER), Daniel Kawata reconnaît avoir déjà démobilisé 102.148 ex-combattants. Parmi eux, 55.000 sont pris en charge. «Il reste encore 80.000 éléments à démobiliser à travers le pays», assure-t-il.

«La CONADER espère démobiliser encore effectivement 30 à 40.000 combattants», a déclaré Daniel Kawata, qui estime toutefois que le programme DDR ne peut pas résoudre le problème d'instabilité qui sévit dans l'Est du pays. Il a souligné que son programme va cette fois-ci recourir au désarmement des communautés pour répondre au problème de la réinsertion sociale.

«Ceux qui ne sont pas pris en charge se soulèvent avec des mani-

festations à gauche, à droite. Notre grand défi, c'est de parachever ce que nous avons commencé, c'est-à-dire, résorber le nombre de ceux qui ne sont pas encore pris en charge au travers des programmes», commente-t-il.

Des efforts conjoints

Au nom du président Kabila, le ministre d'Etat à l'Intérieur, Sécurité et Décentralisation, Denis Kalume, a estimé que la mise en œuvre des programmes DDR est un facteur essentiel pour la stabilité des pays qui sortent des conflits. «Elle permet de créer les conditions d'émergence d'une paix durable. Il est donc important que les initiatives africaines se multiplient dans ce domaine», a-t-il souligné.

Pour Kalume, la stabilité et le développement des pays africains dépendent d'une réinsertion durable des ex-combattants en synergie avec l'implication de la communauté d'accueil.

La deuxième conférence internationale sur le DDR intervient deux ans après celle de Freetown en Sierra Leone. Les Nations unies ont symboliquement choisi de l'organiser en RDC.

Blaise NDONGALA

A savoir

Brassage et mixage de l'armée, deux procédures pour refonder les FARDC

«Le brassage» et «le mixage» en cours au sein de l'armée nationale congolaise suscitent beaucoup d'interrogations dans l'opinion. Ces deux termes, désormais courants dans le vocabulaire congolais, sont parfois mal interprétés et à l'origine des conflits. Porte-parole de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (Monuc), Kemal Saïki lève l'équivoque pour dissiper toute confusion.

Le concept «brassage», expliqué-t-il au «Journal du Citoyen», a été adopté en 2002 en Afrique du Sud par les participants au Dialogue Intercongolais. Par cette option, ils ont voulu favoriser l'intégration des troupes de l'ex-gouvernement de Kinshasa et des ex-mouvements rebelles au sein d'une nouvelle armée nationale.

«Le mixage», opération déclenchée ultérieurement, est né de la volonté commune du pouvoir central basé à Kinshasa et du général dissident Laurent Nkunda opérant au Nord-Kivu, précise Kemal Saïki. Les deux parties, reconnaît-il, ont voulu ainsi réunir leurs troupes dans des brigades communes non brassées et positionnées exclusivement dans cette province.

«Le brassage» ne concerne que les «ex-composantes» et «entités» D'après le porte-parole de la Monuc, «le brassage» ne concerne

que les troupes des «ex-composantes» et «entités» qui ont accepté de poursuivre leur carrière militaire dans l'armée à refonder.

Après leur sélection selon des critères prédéfinis, les candidats au brassage sont envoyés dans des centres appropriés où ils reçoivent une formation civique et militaire dispensée par des instructeurs belges, sud-africains, angolais, français, congolais....

Au terme de leur formation, ils sont réaffectés dans des unités et zones géographiques autres que celles auxquelles ils appartenaient avant la réunification territoriale et administrative de la République démocratique du Congo.

A ce jour, indique le porte-parole de la Mission onusienne, quinze bri-

gades intégrées ou brassées sont déjà opérationnelles.

Selon Kemal Saïki, le «brassage» vise particulièrement à effacer des esprits des militaires congolais la logique des «composantes» et «entités».

Les militaires candidats au retour à la vie civile sont, quant à eux, automatiquement placés sous la responsabilité des structures du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR).

Un commandement militaire «mixé»

Parlant de la Monuc affirme que cette opération résulte du refus de nombreux officiers et militaires présents au Nord-Kivu de se faire bras-

ser, notamment ceux des 81^{ème} et 83^{ème} brigades.

Dans le souci de régler pacifiquement le contentieux sécuritaire du Nord-Kivu, Laurent Nkunda, le général dissident, a exigé et obtenu de Kinshasa, dans un premier temps, que ses troupes soient «mixées» au sein des brigades non brassées du Nord-Kivu.

Ainsi, le commandement militaire est assuré, dans les centres de mixage, tantôt par un officier des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), titulaire du poste, avec comme adjoint un élément de Nkunda ou vice-versa.

Il s'agit, en quelque sorte, d'une juxtaposition des troupes des FARDC et de ce général dissident.

Le mixage ne satisfait pas tout le monde

Selon Kemal Saïki, Laurent Nkunda n'est pas satisfait de cette opération, car l'état-major général des FARDC considère le «mixage» comme une étape intermédiaire devant conduire vers le brassage.

Or, dans son entendement, ses militaires doivent rester le plus près possible des membres de la communauté rwandophone. D'où, le mixage représente, à ses yeux, l'étape ultime de leur réintégration au sein des FARDC. Et, c'est le blocage du processus de mixage voici plusieurs semaines.

Jacques KIMPOZO



A cœur ouvert

Henry de la Kethulle : «Nous attendons des autorités la sensibilité pour une population meurtrie»

Missionnaire belge, prêtre jésuite, le Père Henry de la Kethulle est actif à Kikwit, dans la province du Bandundu, où il a procédé, du 8 mai au 15 juin dernier, à la campagne de dépistage gratuit et volontaire de l'anémie SS. A l'instar de son oncle, le Père Raphaël de la Kethulle, il se montre soucieux de l'avenir de la RDC et du bien-être des Congolais.

Père Henry de la Kethulle, qu'est-ce qui motive votre passion pour le Congo ?

Moi, je suis ce qu'on dit à Kikwit «Mwana Kin». Je suis né à Kinshasa en décembre 1935. C'est là où j'ai grandi, j'y ai fait mes études. Je suis revenu comme jeune Jésuite au Collège Boboto qui s'appelait alors «Collège Albert». J'étais préfet de discipline et préfet d'internat à l'école primaire Boboto. Et depuis lors, j'ai pas mal bougé ici au Congo. J'ai été dans tous les métiers scolaires possibles, mais aussi dans l'élevage des gros bétails. Maintenant, je travaille dans le monde des personnes vivant avec handicap - en particulier les jeunes - à Kikwit, dans la province du Bandundu.

En quoi a consisté votre campagne contre la drépanocytose ?

Je travaille avec des drépanocytaires à Kikwit, seule ville au Congo, à part Kinshasa, où on a la capacité de dépister gratuitement les personnes qui viennent volontairement pour connaître le statut de leurs hémoglobines. Le 8 mai dernier, nous avons lancé la campagne de dépistage gratuit et volontaire

prévue jusqu'au 15 juin. C'est une opération qui devrait coûter entre 7.000 et 10.000 francs congolais par personne. On a dû au départ passer cinq mois de sensibilisation. Mais sur les quarante autorités de la ville invitées à la cérémonie, il n'y a eu que deux présents. Or, à Kikwit, sur 1.150 volontaires dépistés en une dizaine de jours, 33,7 % de Congolais sont AS. C'est la moyenne la plus élevée enregistrée en RDC, au Congo-Brazza, au Sénégal, autant de kamikazes qui risquent de donner des anémiques s'ils se marient entre eux.

Qui était le Père Raphaël de la Kethulle pour vous ?

C'était mon oncle. Il était missionnaire ici au Congo depuis 1917. Le type d'engagement qui était le sien, nous avons appris à le connaître petit à petit, parce qu'en grandissant, nous avons constaté qu'il avait construit des stades. Mais, une chose que nous connaissions moins, c'était la part qu'il avait jouée dans l'édification du monde scolaire et de la conscience africaine. Dès 1956, au moment où il décédait à Bruxelles, l'élite congolaise a commencé à prendre conscience qu'elle pourra gérer le pays. L'oncle Raphaël a été à la base de la formation de cette élite qui a été à l'origine de «la Conscience africaine» : le futur cardinal Malula, Thomas Kanza, Boboliko... Tous ces gens-là sont passés par les écoles du Père Raphaël. Tout cela, je l'ai appris beaucoup plus tard quand j'ai eu l'âge de ses anciens élèves. Les Thomas Kanza, Bolikango, Jean Nsele... m'ont contacté pour me dire ce qu'humainement, il a représenté



Le Père Henry de la Kethulle plaide pour la population auprès des autorités.

pour eux, pour leur croissance, pour leur édification et même pour la promotion qu'ils ont eue avec l'arrivée de l'indépendance.

Comment avez-vous vécu le processus électoral à Kikwit ?

Les choses se sont passées normalement. Je ne pense pas qu'on peut faire état de bizarrerie, de tension... Ce que j'ai trouvé admirable, c'est toute l'organisation préalable, le nombre de jeunes congolais qui avaient la qualification pour entrer dans ce gigantesque mécanisme et qui ont trouvé un emploi pour

quelque temps. Parfois, ils ont attendu longtemps leur argent. Certains se sont demandé s'ils ont reçu le montant qui leur était normalement destiné. Il y a eu aussi des grincements de dents de la part des gens qui ont été déçus après avoir travaillé professionnellement. Il y a toutefois eu le calme, la tranquillité lors du vote. Maintenant les gens commencent à se dire qu'ils ont bien fait leur devoir civique, mais qu'ils ne voient toujours rien (rires).

Qu'attendez-vous de nouveaux dirigeants ?

J'attends d'eux une sensibilité pour une population meurtrie depuis des années et qu'on continue à meurtrir. Quand on sait qu'il se passe quelque chose de déraisonnable au sommet, ça développe en eux une envie de vengeance, pas sanguinaire. On sent que les gens ne sont pas tenus à un respect moral dans leur comportement. Ils ont l'impression qu'ils n'ont pas d'autorités sensibles à leur situation. On perçoit la déception, même s'ils ne le disent pas ouvertement. Ils ne le diront pas certainement dans les termes que je dis. Cette déception se traduit journalièrement dans des attitudes immorales. Des comportements étranges que des gens ont pour ne donner des soins médicaux que si... pour apposer la signature que si... pour accepter de lire un travail de fin d'étude que si... Il est grand temps que l'on voit chez nos autorités des actes qui montrent qu'ils ont un cœur pour la population, pour le pays.

Propos recueillis par Yves KALIKAT

Micro baladeurs

Que pensez-vous de la suspension des dirigeants de la Régideso et de la Snel ?



Gypsie Kafuanga, étudiante, Matadi

C'est une suspension méritée, car ces dirigeants ne se servaient pas de fonds mis à leur disposition pour améliorer la qualité de leurs produits. Nous avons plutôt l'impression qu'ils se livraient à fournir de l'eau et de l'électricité de mauvaise qualité et de façon irrégulière (coupures intempestives, délestages...) à la population. En plus de factures payées par les abonnés, ils recevaient des financements de la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux pour renouveler leurs équipements devenus vétustes. Je suis d'avis que ces finan-

cements prenaient d'autres destinations. Le gouvernement, qui a une part de responsabilité dans tout cela par manque de politique cohérente de desserte en eau et en électricité, devait les remplacer par des dirigeants plus soucieux du bien-être social des Congolais.

Albert Mafolo, journaliste, Kikwit



La suspension des chefs de ces deux entreprises dont les infrastructures sont vieilles de plus de quarante ans n'est pas opportune. Il aurait fallu avant d'en arriver là, leur octroyer, par le truchement du nouveau budget, un financement nécessaire pour l'amélioration de leurs outils et conditions de travail et voir éventuellement leur rendement.

Rose Mary Tshawila, gestionnaire de projet, Lubumbashi



Je pense que les dirigeants de la Snel et de la Régideso n'ont eu que ce qu'ils méritaient. Cela illustre à merveille que la récréation est belle et bien finie. Depuis des années, ces deux entreprises publiques ne rendaient pas les services que la population attend d'eux. Les délestages et les coupures d'eau intempestives font partie de notre vie quotidienne. Nous espérons que cette sanction poussera les nouveaux gestionnaires de ces entreprises à améliorer leurs services et à se prendre au sérieux.

Jérémie Iboya, étudiant, Mbandaka

J'ai appris la suspension des dirigeants de ces entreprises par la radio, sans en connaître les véritables mobiles. Je crois qu'ils sont tous accusés de mauvaise gestion. Si cela est le cas, tant mieux ! Seulement, l'impact de cette décision n'est pas perceptible ici à Mbandaka. L'eau et l'électricité demeurent des denrées difficiles d'accès à la majorité de la population. A quoi ont alors servi ces suspensions si elles ne sont pas suivies d'effets positifs pour cette population ? Nous voulons qu'il y ait un changement.



Gertrude Lionde, membre d'une ONG, Kisangani

Cette suspension est normale, car chaque jour, nos quartiers sont plongés dans le noir. Les robinets sont à



sec. On se demande ce que font les gestionnaires de ces entreprises pourtant vitales pour les populations. S'ils ne sont pas capables de donner les résultats attendus par tous, ils doivent céder leurs places à d'autres. Le pays doit passer à la phase des sanctions contre ceux qui se compromettent.

Propos recueillis par Dieudonné MWAKA DIMBI, Matthieu MOKOLO, Pépé MIKWA, Eliane TSHILOBO et Badylon KAWANDA, Correspondants d'InterCongo media/Syfia

PROVINCE ORIENTALE

La Société civile affaiblie par les élections

De nombreuses organisations de la Société civile de la République démocratique du Congo ont perdu leurs têtes d'affiche après les élections. Pour celles qui sont restées, le défi est de recréer cette plate-forme qui doit jouer le rôle de porte-parole des populations. Mais, la tâche n'est pas facile.

«La Société civile a perdu beaucoup de ses animateurs, surtout parmi les plus remarquables». Président du Groupe Justice et Libération de Kisangani, une ONG de défense des droits humains de la Province Orientale, Pierre Kibaka fait aujourd'hui un constat amer : lors des élections de 2006, de nombreux animateurs de la Société civile ont franchi le Rubicon pour passer en politique.

Ils ont été, selon lui, nombreux à poser leurs candidatures à la présidentielle, aux législatives, aux sénatoriales ou aux provinciales. Lors de ces scrutins, certains s'étaient alignés sur les listes de partis politiques, d'autres se sont présentés en indépendants.

«La relève n'a pas été préparée»

Un parti politique – Mouvement social pour le renouveau (MSR) – présente au départ comme une structure de la Société civile avait même été créé, déplaçant ainsi le monde associatif de plusieurs centaines de ses membres, surtout les plus actifs.

En fin de compte, cette structure s'est vite révélée comme un parti de la Majorité présidentielle. «Cela a créé des vides car la relève n'a pas été préparée. Ils sont partis brutalement...», regrette Deogratias Vale, secrétaire exécutif de la Société civile de Kisangani.

Du coup, sur le terrain, plusieurs associations et ONG ont disparu. Certaines ne tiennent plus que sur des béquilles et ont du mal à mener leurs activités. Car, le départ de leurs animateurs a eu des conséquences sur le financement des structures.

«Ils avaient confisqué les relations avec les bailleurs»

La plupart d'entre eux entretenaient, en effet, des relations personnelles avec les bailleurs de fonds. «Ils avaient confisqué les relations avec les bailleurs, qui hésitent maintenant à financer ceux qui sont restés après eux», constate avec beaucoup d'amertume Baudouin Mbale, coordonnateur provincial de la Société civile.

Très active durant les années de guerre et du processus électoral, la Société civile congolaise est ainsi affaiblie par le départ de ses principaux acteurs. Certains la trouvent désormais modérée et passive vis-à-vis du nouveau pouvoir.

Tentatives d'inféodation

«Les membres qui sont partis tentent d'inféoder ceux qui sont restés dans leurs courants politiques», révèle Deogratias Vale. Pierre Kibaka avoue que «la population est déçue de voir la Société civile qu'elle croyait faire le contrepoids, inféodée aux politiques».

Sans pour autant désespérer, ceux qui sont restés pensent qu'il faut relever le défi et faire changer cette situation. Pour Pierre Kibaka, il faut désormais mettre en place une Société civile «crédible et non à cheval sur la politique», capable de trancher le débat sur l'entrée en politique de certains de ses animateurs.



«Les pièces de rechange ne manquent pas pour remplacer ceux qui sont partis. Il suffit de les canaliser», suggère Deogratias, qui reconnaît cependant que cela prendra du temps.

«Maintenant le combat doit changer»

Le secrétaire exécutif de la Société civile de Kisangani en appelle au réveil des autres membres pour faire face aux défis du moment. «Maintenant le combat doit changer, dit-il d'un ton déterminé. Nous devons impliquer la population dans la lutte contre l'impunité et la corruption, la prise en charge et la bonne gouvernance, la gestion et le partage des richesses naturelles du pays... Il faudrait aussi auditer les résultats et impacts des travaux entrepris par les autorités».

Déjà à la mi-mai, une soixantaine d'ONG représentant les travailleurs, les Eglises et les communautés de base ont adressé une lettre ouverte

au gouvernement. Elles font pression pour que celui-ci applique sa décision de «mettre sur pied une commission interministérielle chargée de la révision des contrats miniers».

Durant les dernières années de guerre, de nombreuses sociétés étrangères avaient, en effet, conclu des contrats d'exploitation minière qui ne profitent guère à l'Etat congolais et à la population. Maintes fois interpellé, le gouvernement installé après les élections a fini par «répondre aux multiples appels de la population».

En attendant la fin du travail de la commission, les ONG ont invité le gouvernement «à prendre de toute urgence des mesures conservatoires sur ces contrats dont on a des fortes raisons de croire qu'ils sont vicieux».

Pépé MIKWA
InterCongo media/Syfia

BANDUNDU

La Monuc invitée à mener des actions dans le social

Le président de la Société civile de Kikwit (province de Bandundu), Laurent Bwenia Muhenia, a demandé à la Mission de l'Organisation des Nations unies au Congo (Monuc) de «mener des actions à caractère social pour la population de cette ville comme cela se passe dans d'autres provinces de la République démocratique du Con-

go». Cette demande a été faite le 29 mai dernier, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des Casques bleus, commémorée dans la concession de la Monuc à Kikwit.

Le chef du sous-bureau de la Monuc à Kikwit, Boubacar Tankwano, a lu à cette occasion le message en français du secrétaire

général de l'Onu, Ban Ki-Moon, qui indiquait entre autres que «les forces de maintien de la paix veillent à ce que les réfugiés et les déplacés puissent retourner chez eux, que les anciens combattants soient désarmés et réintégrés dans la société».

Boubacar Tankwano a signalé que cette célébration s'est déroulée à un moment où les services des soldats de l'Onu n'ont jamais été aussi sollicités.

«Il y a actuellement plus de 100.000 Casques bleus dans 115 pays servant dans 18 opérations sur quatre continents», a-t-il fait savoir.

Souci : insécurité à l'Est

L'occasion était donc propice pour rappeler les missions de la Monuc en RDC et pour présenter l'équipe locale au maire de la ville de Kikwit, Floribert Mboma Niangi, ainsi qu'au commandant de la première région militaire, Mustapha Mukiza, aux délégués de la Société civile et de la presse.

Un film sur les «Casques bleus de la paix» a été projeté lors de cette journée. Il a donné lieu à un débat sur les activités que mène la Mission des Nations unies en RDC. Les préoccupations des différents intervenants ont surtout porté sur l'insécurité qui règne actuellement à l'Est du pays.

Badylon KAWANDA BAKIMAN
InterCongo media/Syfia

Bandundu : le gouvernement provincial investi

Le gouvernement de la province du Bandundu a été investi le 14 juin dernier au siège de l'Assemblée provinciale, au centre Emmaüs. Composée de dix membres, dont une femme, l'équipe du gouverneur Richard Ndambu Wolang a été avalisée après un vote majoritaire des députés provinciaux proches de l'Alliance de la Majorité Présidentielle (AMP).

Le gouvernement provincial a été approuvé par 65 voix contre 11 abstentions. On a par ailleurs noté quatre absences lors de cette séance plénière présidée par Guy Musomo wa Pembe, le président de l'Assemblée provinciale du Bandundu.

L'équipe gouvernementale a été investie après la présentation, par le gouverneur Ndambu, du projet corrigé et enrichi du programme de l'Exécutif provincial pour l'exercice 2007-2011, conformément aux préoccupations formulées par les députés provinciaux lors de la plénière du 11 juin dernier.

Selon une dépêche de l'Agence congolaise de presse, le programme approuvé prévoit un budget quinquennal en équilibre de 38.919.791.961 Francs congolais (un montant qui oscille entre 70 et 78 millions de dollars Us) en recettes et en dépenses.

Il présente les problèmes prioritaires de cette province en rapport avec les cinq chantiers du président Kabila, les axes stratégiques retenus, les actions à mener, les sources budgétaires et extrabudgétaires ainsi que le plan de la mise en œuvre de ces actions.

Jeanne MBANGA

Journal Citoyen

Supplément indépendant d'informations électorales

1^{er} niveau, Immeuble SOMIP
Avenue du Commerce n° 34
Kinshasa/Gombe
e-mail : journalducitoyen@yahoo.fr
© 081- 0123090

http://www.jdconline.net

■ Projet de la Haute Autorité des Médias, financé par DFID, la DGC, l'APEFE et l'ACDI; en partenariat avec l'Institut PANOS Paris et l'APEFE
■ Le «JDC» est envoyé en province avec l'appui logistique de la MONUC

Consultant

Philippe DE BOECK
Directeur de rédaction

Yves KALIKAT

Rédacteur en chef

Désiré BAERE

Gestion et Comptabilité
Sylvie KOKOKANI

Pigistes (Kinshasa)

Athanase MASSIKINI (APA)
Blaise NDONGALA (The Post)
Richard NGAPI (Le Potentiel)
Jacques KIMPOZO (Le Phare)
Jeanne MBANGA (L'Observateur)
Benjamin YOGOLELO (La Référence Plus)
Marcel TSHISHIKU (La Tempête des Tropiques)

Pigistes (provinces)

Correspondants de Syfia/InterCongo média et de Panos Paris

Dessin
Patou BOMENGA
Lav-out et mise en page

ASIMBA BATHY
Diffusion
Jean KIALA
Fabrice RUGAMIKA